

*Initiatives ministérielles*

Laissez-moi vous parler de Terre-Neuve. Laissez-moi vous parler de la stratégie de l'envie. En 1984, lorsque l'Éthiopie subissait la pire famine de son histoire, quand des millions de personnes crevaient de faim dans des tentes, Terre-Neuve connaissait le plus haut taux de chômage et le plus haut taux de pauvreté au Canada. Pourtant, c'est cette province qui a fait le don le plus généreux par habitant au peuple d'Éthiopie. Voilà la vérité au sujet des gens de Terre-Neuve et du Labrador. On leur a demandé de donner? Ils ont donné, en proportion de leur population, plus que n'importe quelle autre province. Les plus pauvres du pays ont répondu à l'appel.

Par conséquent, lorsque le gouvernement use de la tactique de l'envie pour justifier son matraquage des fonctionnaires, il ne trouve pas un public bien réceptif à Terre-Neuve ou au Labrador. Non plus qu'il doit en trouver un parmi les quelque 250 000 personnes qui viennent de perdre leur emploi dans le sud de l'Ontario à cause de lui. Et je ne pense pas non plus que notre population autochtone, qui a été traitée avec mépris dans toute notre histoire, soit très réceptive à cette tactique. Ni les pauvres en milieu urbain, ni les agriculteurs qui tentent aujourd'hui de vendre leur blé à un prix qui n'a jamais été si bas depuis les années 30.

L'envie et la discorde ne trouvent plus preneurs au Canada. Les Canadiens savent instinctivement que, s'ils veulent survivre, ils doivent se serrer les coudes, s'entraider, se respecter. Or, on ne pourra pas y arriver si on succombe à la tentation de critiquer son voisin, de chercher sa ruine, de l'envier et si on se laisse manipuler par n'importe qui en quête d'un bouc émissaire.

Il existe deux forces politiques aujourd'hui au Canada dont la réussite dépend de la fin du Canada: le Parti réformiste qui croit à un Canada sans le Québec, et le Bloc québécois qui croit à un Québec sans le Canada. Le gouvernement emprunte aux tactiques de ces deux partis lorsqu'il se livre à cette tactique répugnante pour inspirer l'envie et semer la discorde.

Nous, au Parti libéral, sommes contre le projet de loi C-29, non pas parce que c'est de bonne politique de le faire. Il n'y a pas assez de fonctionnaires dans la circonscription de tel ou tel autre député pour le faire élire ou le faire battre. Dans ma circonscription à moi, il n'y a qu'une poignée de fonctionnaires et un sacré nombre de chômeurs.

Il serait bien plus facile de faire comme les autres et de se liguier contre les fonctionnaires. Mais ce serait une lâcheté de prendre la part des chômeurs et des pauvres contre ces fonctionnaires. La seule chose à faire, si nous voulons que notre pays guérisse de ses blessures infligées par le gouvernement, c'est de résister à ce projet de loi, résister à cette manière de gouverner et dire non au projet de loi C-29. C'est de prendre la défense de nos voisins, des fonctionnaires que le gouvernement a accablés au piquet de grève par ses manoeuvres manipulatrices.

**Des voix: Bravo!**

[Français]

**M. Vincent Della Noce (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État du Canada et du ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté):** Monsieur le Président, je voudrais moi aussi m'impliquer et poser quelques questions à mon honorable collègue qui en commençant a dit: *There is a myth*. En français, c'est la même chose: Il y a un mythe. Mais, monsieur le Président, qui crée le mythe? Est-ce que c'est nous de ce côté-ci qui nous battons pour essayer de dire exactement la vérité? Et ce qui me fait le plus de peine, c'est qu'il dit que le Parti conservateur fait cela sur le dos des pauvres travailleurs pour se gagner des votes et monter dans les sondages.

Monsieur le Président, si c'est ça monter dans les sondages, ça ne monte pas vite. Ce matin, 200 fonctionnaires qui gagnent un très bon salaire à Laval sont venus me dire à mon bureau qu'ils ne voteraient plus pour moi, parce qu'on ne leur a pas donné une augmentation. Est-ce que c'est cela gagner des votes ou si c'est ça d'être honnêtes? Pour les Libéraux c'est facile. Ça fait sept ans que vous êtes au pouvoir, qu'est-ce que vous faites? Bien oui, mais le dommage était assez gros que ça va prendre vingt ans pour régler le problème. Et les pauvres fonctionnaires et nous-mêmes allons souffrir de tout cela.

Derrière mon honorable collègue, il y a l'autre député qui dit: Ah, elle est à 180 milliards la dette. Maintenant, elle est à 400. C'est vrai. Elle monte, 410. C'est vrai, 410, 420 milliards de dollars, peut-être.

[Traduction]

Il s'arrête là. Il a une crise cardiaque parce qu'il ne veut pas dire pourquoi. Moi je vais vous en donner la raison; les taux d'intérêt. Quand vous avez des dettes, vous devez payer des intérêts comme tout le monde.